



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

25/07/2020

Résumé des questions économiques et sociales.

Semaine 20 au 24 juillet 2020.

France.

Luttes. Camaïeu. Alors que le tribunal doit se prononcer sur l'avenir des 3200 salariés, la CGT appelle à une grève reconductible

Lutte contre la répression. Rassemblement le 23.07 devant le conseil de discipline de la RATP devant lequel la direction traîne un délégué CGT du dépôt de Vitry/Seine pour avoir tenu une permanence syndicale contre l'avis de la direction. Un premier rassemblement a eu lieu au dépôt le 20.07

Ce conseil a déjà infligé deux mois de suspension à des syndicalistes CGT pour entrave à la « liberté » du travail lors des grèves de décembre. L'un des deux s'est suicidé sur son lieu de travail à la suite de cette sanction.

Frichti. Après un mois et demi de lutte premier succès des livreurs pour l'essentiels des sans- papiers. 200 régularisations qui doivent déboucher sur un emploi salarié, une indemnité pour les autres.

Albert (Somme) débrayage et manifestation des salariés d'AAA (aéronautique) pour la sauvegarde de l'emploi.

St Florent/ Cher. (Cher) Manifestation à l'appel de la CGT des travailleurs et de la population pour la défense de l'emploi dans le bassin après la suppression de 101 et 72 emplois dans deux entreprises.

Transport (Lorient) Nouvelle journée de grève le 24.07 pour les salaires et les conditions de travail.

Dialogue social, jeunesse voir articles dans l'hebdo.

Véralia. (Verrerie, filiale de l'américain Appolo Global Management) supprime 196 emplois sur 2500 en France en prenant prétexte de la pandémie. Pourtant il réalise un CA de + 1,9% et un résultat brut se + 6,5% au 1^{er} trimestre 2020 par rapport à 2019 soit en pleine période de progression de la maladie. La fermeture d'un four en Charente et la mise en service de deux fours en Espagne fait craindre à la CGT la préparation de délocalisation de productions. Véralia a consacré 85% de son bénéfice soit 100 millions à la distribution des dividendes. 53 aux actionnaires US mais aussi 7,5 à BPI (banque publique d'investissement) dont les actionnaires ne se sont pas opposé aux licenciements.

Valéo. Son PDG annonce qu'il a supprimé 12.000 emplois dans le monde dont 2.000 en France (tous les intérimaires disparus en fin de contrat dans le plus grand silence) et qu'il s'apprête à mettre en place un plan « d'économie » de 570 millions. D'après le syndicat ce plan prévoit la suppression de la prime d'intéressement, la réduction des congés, voir pour les cadres la baisse des rémunérations.

Cars Macron. Une nouvelle société Euroline (filiale de l'allemand Fexibus) ferme et licencie les 37 salariés. Flexibus est un spécialiste dans le domaine des transports par cars de la liquidation de la concurrence. En 2016 il liquide sa filiale Mégabus. Des cinq transporteurs à l'origine de l'ouverture des lignes de bus longue distance il n'en reste plus que deux. Pour mémoire Macron, ministre des finances de Hollande, affirmait lors du lancement de cette forme de transport qu'elle *créera des milliers d'emplois*. Des calculs en prévoyaient entre 20.000 et 25.000. La réalité est toute autre. On se dirige vers le partage du territoire entre deux transporteurs qui feront la loi sur les prix.

Accord de performance collective. (APC). Dans « l'Opinion » (20.07) un avocat-conseil J. Barthélémy et un professeur G. Cette, décortiquent tous les avantages que le patronat peut tirer de cette ordonnance prise, sous le

prétexte du maintien de l'emploi, par le seul pouvoir sans aucune concertation avec les syndicats ni débat à l'Assemblée Nationale.

Et pour cause. Le principe d'un tel accord est basé sur le « dialogue social » au niveau de l'entreprise, avec un révolter sur la tempe des syndicats face au chantage patronal sur la suppression d'emplois voire de fermeture. Il s'agit, sous diverses formes de la baisse des salaires au nom de la défense de l'emploi. Pour le salarié qui refuse c'est le licenciement. Mais les deux vont plus loin. Pour eux ce sont les accords de branches qui peuvent être remis en cause dans les diverses garanties qu'ils apportent aux salariés. C'est la possibilité donnée au patronat d'en finir avec toutes les garanties collectives après des années de lutte.

L'expérience montre que partout où de telles pratiques ont eu lieu- telle Continental dans l'Oise- ne garantissent en aucun cas la pérennité e l'emploi.

Monde.

Thaïlande. Forte manifestation le 18.07 à Bangkok contre la politique du pouvoir militaire en matière économique. Le pays a vu son PIB baisser de 10% en raison de l'arrêt des exportations en particulier des composants électroniques. Cette crise se double de la lutte contre la loi 112 qui condamne le crime de « lèse-majesté » vis-à- vis de la famille royale et des plus hauts dignitaires du régime ce qui leur permet un enrichissement au détriment des intérêts du pays.

Inde. La pandémie sert de prétexte pour liquider tous les droits sociaux dans treize états sur les 28 que compte le pays. Il est à noter que ces états sont tous dirigés par la BIP, parti du premier ministre ultra nationaliste qui dirige l'Inde. Les salaires peuvent être baissés sans justification ainsi que les licenciements, la semaine de travail portée à 72 h par semaine. Pour rappel, le confinement a bloqué pendant plusieurs semaines 200 millions de travailleurs saisonniers dans les villes les laissant sans ressources et sans possibilité de rejoindre leurs villages.

Mais ce n'est pas seulement la recherche du profit immédiat qui est visé par ces mesures. Il s'agit pour le gouvernement indien et les grandes sociétés capitalistes d'attirer les capitaux étrangers au détriment de la Chine en profitant de la guerre économique Chine-USA, de diminuer le déficit de la balance commerciale avec la Chine (56 Mds de \$ par an) et à terme de la remplacer comme « atelier du monde ». Un programme ambitieux et à long terme qui nécessite la suppression de tout ce qui peut gêner la recherche du profit en matière sociale, environnementale, réglementaire. (On se souvient de la catastrophe de l'usine chimique de l'américain Union Carbide à Bhopal en 1984 qui fit entre 20.000 et 25.000 morts, 300.000 malades sans que les gouvernements successifs prennent des mesures pour éviter une nouvelle catastrophe).

L'inde est souvent présentée comme la plus grande démocratie du monde. C'est plutôt un paradis pour le capitalisme qui est en train de grandir.

France-Chine. Une réunion économique vient d'avoir lieu. La Chine a fait quelques concessions dans le domaine agricole sur l'entrée des produits français et pour Axa la possibilité d'exercer sur le territoire chinois sans partenaire local, ce qui était la règle jusqu'à présent. Une même autorisation pourrait être donnée à la BNP. Pas de précision sur les concessions faites du côté français.

Pour sa part le patronat anglais demande à son gouvernement de limiter ses critiques vis—à-vis de sa politique envers la Chine dans la crainte de voir les exportations anglaises réduites.

Dettes des pays pauvres. (Ethiopie, Pakistan, Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire) Ces pays ont obtenu de la part du G20 le report du remboursement de leurs dettes envers leurs créanciers jusqu'à la fin de 2020. Pas par bonté d'âme du G 20 mais pour la seule raison qu'un remboursement immédiat les mettrait dans une situation de faillite. L'agence de notation US Moodiy's refuse cette décision et menace de dégrader encore plus la note de ces pays au prétexte que *les marchés financiers n'aiment pas l'incertitude*. Le G20 n'a pas réagi. Une nouvelle fois la démonstration est faite que c'est bien le capital qui dirige le monde